

Qui sont les consommateur·trice·s de substances illicites en situation de précarité dans le canton de Vaud?

Dre SANDA SAMITCA^a et SOPHIE STADELMANN^a

Rev Med Suisse 2021; 17: 541-3

Fort d'une longue expérience dans l'évaluation des mesures de santé publique dans les domaines du VIH et de la toxicomanie au niveau national, le secteur Évaluation et expertise en santé publique du Centre universitaire de médecine générale et santé publique suit également la situation dans le canton de Vaud depuis plus de 20 ans. Nous présentons dans cet article deux outils développés à des fins de suivi épidémiologique: le pointage annuel du profil des usager·ère·s des structures à bas seuil d'accès et la plateforme en ligne des traitements agonistes opioïdes. Les données ainsi récoltées renseignent à la fois sur les principales caractéristiques des consommateur·trice·s précaires dans le canton et contribuent à l'orientation des politiques publiques dans le domaine.

Who are the drug users in precarious situation in the canton of Vaud?

With a long experience in evaluating public health measures in the fields of HIV and drug addiction at national level, the Evaluation and Expertise in Public Health sector (CEESAN, Unisanté, Switzerland) has also been monitoring the situation in the canton of Vaud for more than twenty years. In this article, we present two instruments developed for epidemiological monitoring purposes: the «Pointage annuel du profil des usager·ère·s des structures à bas-seuil d'accès» (PAPU, annual measure of users of low-threshold facilities' profile) and the online platform for opioid agonist treatments. The data collected through these two instruments provide information on the main characteristics of precarious drug users in the canton and help to guide public policy in this field.

INTRODUCTION

L'enjeu, lorsqu'une ville ou un canton développe des politiques publiques et un dispositif de prise en charge médico-

sociale, est de s'assurer d'atteindre le public cible, de répondre à ses besoins et d'en suivre l'évolution afin d'ajuster le dispositif.

Impliqué dès le début des années 1990 dans l'évaluation de la stratégie nationale en matière de lutte contre le VIH/sida^{1,2} et du Programme national en matière de drogues,³ le secteur Évaluation et expertise en santé publique (CEESAN)^a du Centre universitaire de médecine générale et santé publique (Unisanté) suit également la situation dans le canton de Vaud. Depuis 1997, la Direction générale de la santé (DGS) du canton lui a confié le suivi d'un choix raisonné d'indicateurs en accord avec les orientations stratégiques du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), afin d'identifier les besoins, de planifier l'offre de prise en charge médico-sociale et d'évaluer les effets des projets et programmes soutenus financièrement.

Une des questions centrales à laquelle nous essayons de répondre est: « Qui sont les consommateur·trice·s de substances illicites précarisé·e·s dans le canton de Vaud? » Pour ce faire, deux outils ont été mis en œuvre à des fins de suivi épidémiologique: le pointage annuel du profil des usager·ère·s (PAPU) pour les personnes qui fréquentent les centres à bas seuil d'accès (CABS)^b et les données récoltées à l'aide de la plateforme des traitements agonistes opioïdes (TAO) pour les personnes consommatrices d'héroïne.⁴ Nous présentons ici les principales caractéristiques de ces deux populations constituées en partie des mêmes personnes.

ENQUÊTE PAPU OU POINTAGE ANNUEL DU PROFIL DES USAGER·ÈRE·S

Dans le cadre de la surveillance du VIH/sida en Suisse, de 1993 à 2011,^{5,6} des enquêtes nationales auprès des usager·ère·s des CABS remettant du matériel stérile d'injection ont été réalisées régulièrement. Ces enquêtes permettaient d'obtenir des informations sur les caractéristiques sociodémographiques, l'insertion sociale, la consommation de substances psychoactives, les pratiques d'injection, les comportements sexuels et l'état de santé perçu des usager·ère·s. Suite à l'interruption de ces enquêtes par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), le canton de Vaud s'est doté d'un outil ad hoc afin de continuer à relever ces indicateurs et de suivre leur évolution.^c L'enquête PAPU pour «pointage annuel du profil des usager·ère·s» est réalisée chaque année depuis 2016⁷⁻⁹ dans l'ensemble des CABS^d du canton de Vaud. S'inspirant des

^aSecteur Évaluation et expertise en santé publique (CEESAN), Département épidémiologie et systèmes de santé, Unisanté, 1011 Lausanne sanda.samitca@unisante.ch | sophie.stadelmann@unisante.ch

^aAnciennement Unité d'évaluation des programmes de prévention (UEPP) au sein de l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive (IUMSP).

^bLe terme « bas seuil » fait référence au seuil d'accessibilité, par opposition aux services à seuil plus élevé dans lesquels l'accès nécessiterait un enregistrement nominatif et/ou un engagement d'abstinence. Ainsi, les CABS se définissent par leur facilité d'accès, le respect de l'anonymat et la gratuité ou le faible coût de leurs services. Chaque structure accueille dans des proportions variables des usager·ère·s non consommateur·trice·s.

^cPour plus d'informations concernant les indicateurs utilisés, voir le dernier rapport reprenant l'ensemble des indicateurs.⁶

enquêtes du type « un jour donné »,^e un questionnaire est proposé à toute personne qui se rend dans une de ces structures durant la première semaine de novembre.

Il ressort du PAPU 2019 que les répondant-e-s sont en majorité des hommes (76,0%, **tableau 1**). L'âge moyen est de 41,2 ans (min: 18 ans; max: 88 ans), la part de répondant-e-s ayant plus de 55 ans a quant à elle augmenté entre 2017 et 2019, passant de 7,7 à 11,9%. La majorité des personnes accueillies dans les CABS ont la nationalité suisse (64,1% en 2019).

Environ un quart des répondant-e-s au PAPU (23,5% en 2019) sont sans domicile fixe. Parmi ces dernier-ère-s, la part de répondant-e-s indiquant l'être depuis 1 à 5 ans ou depuis plus de 5 ans a augmenté (passant respectivement de 27,1% en 2017 à 36,2% en 2019 et de 12,9% en 2017 à 29,8% en 2019). Quant aux sources de revenus au cours des 30 derniers jours, il s'agit principalement de l'aide sociale (39,8%) et des assurances sociales (assurance invalidité (AI), chômage, assurance-vieillesse et survivants (AVS), etc., 27,7%).

Une très large majorité des répondant-e-s au PAPU 2019 ont consommé au moins une fois au cours des 30 derniers jours du tabac, de l'alcool ou du cannabis. La part de répondant-e-s ayant consommé au moins un stupéfiant (hors cannabis) a quant à elle diminué sur la même période, passant de 78,6% en 2017 à 69,9% en 2019.

En 2019, la consommation par injection au cours des 30 derniers jours concerne un cinquième des répondant-e-s. S'ils-elles sont de moins en moins nombreux-ses à déclarer avoir utilisé la seringue ou l'aiguille de quelqu'un d'autre au cours des 30 derniers jours (11,1% en 2017, 6,4% en 2018 et 2,1% en 2019), ils-elles sont, par contre, plus nombreux-ses que lors des années précédentes à indiquer avoir transmis au cours des 30 derniers jours une seringue/aiguille usagée à un-e pair-e après l'avoir utilisée (5,6% en 2017 vs 10,6% en 2019). Et 70,2% des personnes ayant eu recours à l'injection ont indiqué avoir réutilisé une de leurs propres seringues ou aiguilles au cours des 30 derniers jours en 2019.^f

Selon le PAPU 2019, 51,3% des répondant-e-s ont un TAO versus 59,7% en 2017.

^dÀ l'heure actuelle, le canton de Vaud compte cinq CABS: la Fondation ABS à Lausanne, Zone Bleue à Yverdon, Entrée de Secours à Morges et à Nyon et Addiction, action communautaire, travail social (AACTS) à Vevey.

^eLes enquêtes « un jour donné » sont fréquemment menées dans les établissements sanitaires. Elles visent à la représentativité de l'échantillon par la sélection systématique de l'ensemble des individus de la population cible (par exemple, l'ensemble des patient-e-s) rencontré-e-s dans un endroit (par exemple, un service d'urgence) durant une période fixe. Cette méthodologie présente l'avantage d'être facilement reproductible dans le temps et dans l'espace, d'être peu coûteuse et d'offrir à chaque personne fréquentant un lieu donné les mêmes probabilités d'être sélectionnée dans l'enquête.

^fCette question ayant été introduite dans le questionnaire 2019, aucune comparaison avec les années précédentes n'est possible.

^gLe développement de la plateforme est une collaboration entre la DGS, le CEESAN et le Centre Ra&D, Innovations et Transferts technologiques de la Haute École d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD).

^hCertaines valeurs présentées dans ce document peuvent être légèrement différentes des chiffres présentés dans d'autres publications dans la mesure où les données des patient-e-s sont continuellement mises à jour et corrigées.

TABLEAU 1 Principales caractéristiques des deux populations

*Pourcentage de répondant-e-s positifs-tives à la maladie parmi ceux-celles qui ont fait un test de dépistage au cours de leur vie.

PAPU: pointage annuel du profil des usager-ère-s; TAO: traitement agoniste opioïde.

	PAPU 2019	Patient-e-s TAO 2019
Âge (années)		
• moyen	41,3	44,9
• min-max	18-88	17-72
Hommes	76,0%	71,4%
Suisse	64,1%	67,5%
Sources de revenus		
• salaire	23,8%	17,0%
• aide sociale	39,8%	42,0%
• assurances sociales	27,7%	38,0%
Positif-ve au VIH*	3,3%	9,3%
Positif-ve au VHC*	35,4%	46,0%

Parmi les 84,6% de répondant-e-s au PAPU 2019 indiquant avoir déjà fait un test de dépistage du VIH au cours de leur vie, la proportion de celles et ceux qui indiquent être séropositif-ve-s atteint son plus bas niveau en 2019 (3,3 vs 4,3% en 2017 et 6,1% en 2018). Par ailleurs, 60,4% des répondant-e-s ont fait au moins un test de dépistage VIH au cours des 12 derniers mois.

Un tiers des répondant-e-s ont indiqué avoir déjà été testé-e-s pour l'hépatite C (VHC, 34,1% en 2019). Parmi ces dernier-ère-s, 35,4% ont été diagnostiqué-e-s positif-ve-s, un taux qui a diminué (43,3% en 2018). Une part, en diminution, indique toujours avoir l'hépatite C et ne pas suivre de traitement (26,4% en 2018 vs 16,4% en 2019), alors que la proportion de répondant-e-s indiquant avoir guéri grâce à un traitement a augmenté (34,7% en 2018 vs 56,4% en 2019).

LA PLATEFORME TAO ET SES DONNÉES

En Suisse, la prescription, la remise et l'administration de stupéfiants (comme la méthadone) dans un but de traitement relèvent des autorités cantonales.¹⁰ Depuis 2014 le canton de Vaud s'est doté d'une plateforme en ligne⁹ permettant aux médecins prescripteur-trice-s de TAO de faire leurs demandes de prescription de manière sécurisée. Visant à faciliter les démarches d'autorisation de traitement via des formulaires préremplis ainsi qu'à offrir la possibilité de visualiser le suivi des patient-e-s, cet outil permet également un suivi épidémiologique de la cohorte de patient-e-s et l'analyse des modalités de remise de traitement.

Au total, ce sont près de 1800 patient-e-s qui sont sous TAO dans le canton de Vaud à un moment ou un autre au cours d'une année.^h Différentes données sont récoltées au sujet de ces traitements et des patient-e-s concerné-e-s dans le cadre du processus d'attribution des autorisations de traitement.¹¹

Parmi les patient-e-s en TAO en 2019, on retrouve une majorité d'hommes (71,4%), avec un âge moyen de 44,9 ans (min: 17 ans; max: 72 ans), en augmentation depuis 2015. La plupart

sont de nationalité suisse (67,5%), avec un domicile fixe (86,2%). Depuis 2015, la proportion de patient-e-s dont la source principale de revenus est un salaire a diminué et sur la même période, on observe une hausse d'une ampleur similaire pour les options de réponses liées aux rentes (AVS, AI ou autres, 34,7% en 2015 vs 38,0% en 2019) et à l'aide sociale (38,8% en 2015 vs 42,0% en 2019).¹²

Depuis ces 3 dernières années, la méthadone est de moins en moins prescrite aux patient-e-s en TAO dans le canton de Vaud (84,3% en 2015 vs 58,2% en 2019) au profit du Sevre-Long (25,1% en 2019) et, dans une moindre mesure, du L-Polamidon (8,1% en 2019).

Près de la moitié des patient-e-s sous TAO, qui ont fait au moins un dépistage de l'hépatite C au cours de leur vie, ont eu un résultat positif (46,0%). La part de patient-e-s avec un résultat positif au test de dépistage du VIH est moins importante, bien que non négligeable (9,3%).

Quant aux dernières analyses du suivi annuel des patient-e-s sous TAO, elles ont montré que la moitié d'entre eux-elles sont sous comédication de benzodiazépines à pouvoir addictogène fort ou modéré et que cette proportion ne faiblit pas (54,5% en 2018).¹³

CONCLUSION

Les profils dressés à l'aide de ces deux outils sont très semblables, ce qui s'explique par le fait que les deux populations se recoupent en partie; la moitié des répondant-e-s du PAPU sont en TAO. Dans l'ensemble, le profil des usager-ère-s a peu évolué ces dernières années, à l'exception de l'augmentation

de l'âge moyen (c'est-à-dire vieillissement de la population des usager-ère-s consommateur-trice-s précarisé-e-s). En termes de spécificités, l'enquête PAPU est un outil particulièrement intéressant pour caractériser des populations difficiles d'accès. L'analyse des données de la plateforme TAO permet quant à elle d'identifier des problématiques spécifiques, comme les comédications de benzodiazépines. Par ailleurs, la plateforme TAO est un bel exemple du lien entre médecine de premier recours et santé publique au cœur des missions d'Unisanté. Bien que développés avec des objectifs différents, ces deux outils permettent de suivre l'évolution du profil et des besoins de la population ciblée par les interventions de réduction des risques dans le canton.

Conflit d'intérêts: Les auteurs n'ont déclaré aucun conflit d'intérêts en relation avec cet article.

IMPLICATIONS PRATIQUES

- Les consommateur-trice-s de substances illicites dans le canton de Vaud constituent une population vieillissante avec pour corollaire une augmentation des comorbidités, synonyme d'un besoin de prise en charge médicale accru
- Vraisemblablement les plus jeunes consommateur-trice-s échappent au dispositif de réduction des risques que ce soit dans les centres à bas seuil d'accès ou dans les traitements agonistes opioïdes
- Le travail de sensibilisation des médecins à l'importance de la récolte de données doit être poursuivi. Tout comme il convient d'insister sur le rôle des données cliniques pour le pilotage des politiques publiques

1 Dubois-Arber F, Jeannin A, Meystre-Agustoni G, Gruet F, Paccaud F. Évaluation de la stratégie de prévention du sida en Suisse sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique : quatrième rapport de synthèse 1991-1992. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1993.

2 Hausser D, Lehmann P, Dubois-Arber F, Gutzwiller F. Évaluation des campagnes de prévention contre le sida en Suisse sur mandat de l'OFSP : rapport de synthèse. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1987.

3 Gervasoni JP, Dubois-Arber F, Benninghoff F, et al. Évaluation des mesures de la Confédération destinées à réduire les problèmes liés à la toxicomanie, phase II : deuxième rapport de synthèse, 1990-1996. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1996.

4 ** Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. L'offre en matière de réduction

des risques liés à la consommation de substances illicites dans le canton de Vaud : un état des lieux. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2019.

5 Balthasar H, Arnaud S, Gervasoni JP, et al. Résultats de l'enquête auprès de la clientèle des structures à bas seuil d'accessibilité (SBS) en Suisse (2006). Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2006.

6 Locicero S, Arnaud S, Füglistaler G, Gervasoni J, Dubois-Arber F. Résultats de l'enquête 2011 auprès des usagers des structures à bas seuil en Suisse. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2012.

7 Stadelmann S, Locicero S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagères et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud : PAPU 2018. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique,

2019.

8 ** Stadelmann S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usager-ère-s (PAPU) : évolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2019. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2020.

9 Locicero S, Casalini E, Pin S. Pointage annuel du profil des usagères et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud : PAPU 2017. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2018.

10 Boubaker K. Directives du médecin cantonal concernant la prescription, la dispensation et l'administration des stupéfiants destinés à la prise en charge de personnes dépendantes (état le 01.05.2010). Lausanne: Service de la santé publique – Département de la santé et de l'action sociale, 2010.

11 Stadelmann S, Amiguet M, Locicero S, Samitca S. Traitements agonistes opioïdes dans le canton de Vaud : suivi épidémiologique

entre 2015 et 2017. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2019.

12 ** Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. Traitements agonistes opioïdes dans le canton de Vaud : suivi épidémiologique entre 2015 et 2019. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2021 à paraître.

13 * Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. Suivi épidémiologique des traitements agonistes opioïdes dans le canton de Vaud : profil des patients sous comédication aux benzodiazépines. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2020.

* à lire

** à lire absolument